



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
27 avril 2004  
Français  
Original: anglais

### Session de fond

28 juin-23 juillet 2004

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Résumé de l'étude économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2003

### *Résumé*

Les économies d'Amérique latine et des Caraïbes ont dans l'ensemble crû de 1,7 % en 2003. Après la baisse de 0,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002, c'est un net progrès qui n'a pas suffi pour compenser la stagnation de ces dernières années; le PIB par habitant reste inférieur de 1,2 % à celui de 1997. La formation brute de capital ne s'est guère accrue en 2003 et son niveau actuel est de 12,5 % inférieur à celui d'il y a cinq ans. La reprise a légèrement augmenté le taux d'emploi, mais le chômage est resté élevé (10,7 %) et la pauvreté s'est propagée pour englober près de 44 % de la population de la région. La remontée économique de l'Amérique latine et des Caraïbes a été liée à la situation économique internationale, améliorée par la reprise aux États-Unis et au Japon et par la croissance de la Chine.

Les prix des produits de base exportés par la région ont augmenté de 15,4 % tandis que la variation de l'indice des prix des exportations totales qui comprend les biens manufacturés, a baissé (2,8 %). Malgré une hausse de 1,5 % des prix des importations, cette relance a suffi pour arrêter la détérioration de 3,3 % des termes de l'échange survenue entre 1998 et 2002. L'alliance des volumes et des prix a fait des exportations le facteur de demande le plus dynamique. Un excédent commercial record (41,8 milliards de dollars des États-Unis) a été enregistré en 2003. La vigueur des exportations a été assez générale – de l'ordre de 5,9 % pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, de 7,8 % pour la Communauté andine et le Chili et de 18,9 % pour le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Par contre, la croissance des exportations non pétrolières du Mexique a été minime (0,6 %), tandis que les exportations de la région dans son ensemble ont crû de 8,3 %. Fait presque sans précédent, l'excédent commercial a contribué, dans le compte courant de la région, à un excédent de 5,6 milliards de dollars.

\* E/2004/100.



Les courants de capitaux, négatifs en 2002, ne l'ont pas été en 2003. Les mouvements de capitaux autonomes ont été pratiquement neutres : 4,4 milliards de dollars d'apports nets valent certes mieux que 14,4 milliards de dollars de sorties constatées en 2002. En 2003, les pays de la région ont pu accéder à des crédits à un coût moyen de 9,6 %, soit 300 points de base de moins que 12 mois avant. L'investissement étranger n'en a pas moins continué à décliner. L'Amérique latine et les Caraïbes ont reçu près de 18,8 milliards de dollars de crédits compensatoires, dont le tiers a été fourni par le Fonds monétaire international.

Cet environnement international a offert un cadre plus favorable à l'élaboration des politiques économiques nationales. Mais les instruments fiscaux et monétaires n'ont toujours pas réussi à susciter les effets anticycliques espérés. La politique fiscale de la région a visé à augmenter les excédents primaires des gouvernements mais la croissance économique a été lente. La balance primaire de la région a augmenté de près de 1 %, passant d'un déficit de 0,3 % du PIB à un excédent de 0,6 %.

S'agissant de la politique monétaire, les banques centrales ont initialement cherché à enrayer les pressions inflationnistes en augmentant les taux d'intérêt et en limitant la liquidité. Dès que l'inflation a reculé, elles ont réduit les taux et réagi plus vigoureusement pour inverser le cycle.

La plupart des pays ont établi et maintenu des régimes de taux de change plus souples et ont éliminé peu à peu les entraves aux opérations de change. À la fin de l'année, l'indice des taux de change moyens pour la région a montré une légère dépréciation (1,9 %) par rapport à la fin de 2002.

La conception et l'application de divers instruments fiscaux et monétaires ont entre autres réduit l'inflation. En 2003, les prix ont augmenté de 8,5 %, soit quatre points de moins qu'en 2002.

Compte tenu de la situation extérieure et des tendances économiques internes, on s'attend à ce que la reprise amorcée en 2003 persiste en 2004. On pense que l'activité économique de la région augmentera de 4 %, ce qui est bien supérieur à la moyenne des cinq dernières années. On estime qu'au quatrième trimestre, la région a atteint un taux de croissance de 3 % supérieur à celui de 2002 et que ses résultats plus robustes au deuxième semestre en 2003 ouvriront la voie à l'expansion de son économie en 2004.

## I. Panorama régional

1. L'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes a crû de 1,7 % en 2003. Par contre, le produit intérieur brut (PIB) de la région par habitant est resté terne (inférieur de 1,2 % à celui de 1997). Le cycle a touché le fond au premier trimestre de 2002, après quoi l'économie a légèrement repris. On pense qu'elle croîtra de 4 %, sortant des six années de marasme précédentes pour aborder une phase d'expansion. Pour la première fois depuis 1997, on ne prévoit de croissance négative pour aucune économie d'Amérique latine.

2. Ces meilleures perspectives sont dues en partie à un environnement international plus favorable. La notation plus basse des risques souverains par rapport à leur sommet de septembre-octobre 2002, l'amélioration des prix des matières premières, l'expansion du tourisme et l'amorce d'une reprise des exportations non pétrolières vers les États-Unis d'Amérique sont les principaux signes positifs donnés par l'économie internationale. Autre facteur important : la situation intérieure plus forte des pays de la région : après six années d'instabilité, la plupart ont désormais une bonne maîtrise de leurs politiques fiscale et monétaire, et des taux de change plus compétitifs; même les économies qui avaient subi de graves crises ont déjà redémarré.

3. Les six années de croissance négative par habitant ont causé des dommages sociaux qu'il faudra du temps pour réparer. En 2003, il y avait 20 millions de Latino-américains pauvres de plus qu'en 1997 et le chômage a augmenté de deux points pour atteindre 10,7 %.

4. Il semble que la phase de croissance projetée doive être plus forte pour les pays qui ont réussi à concilier une gouvernance économique améliorée avec une gouvernance politique meilleure, et plus faible chez ceux dont la situation politique intérieure est plus fragile. À l'extérieur, la reprise de l'économie mondiale souffre de déséquilibres que devront affronter surtout les économies développées.

5. Les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ont dans l'ensemble crû de 1,7 % en 2003. Après la baisse de 0,6 % du PIB en 2002, c'est un net progrès, mais qui n'a pas suffi pour compenser la stagnation économique de la région ces dernières années : de 1998 à ce jour, elle n'a crû que de 1,4 % par an et le PIB par habitant reste de 1,2 % inférieur à celui de 1997. La relance de l'investissement et de l'épargne sera primordiale pour relever les taux de croissance. La formation brute de capital fixe est restée stagnante en 2003 et, à la fin de l'année, elle était de 12,5 % inférieure à son taux de 1998. L'épargne nationale, qui a financé tous les investissements de l'année, a aussi été insuffisante. Au total, les pays de la région ont eu un taux d'épargne inférieur à celui des autres économies émergentes du monde.

6. Les perspectives économiques positives ont légèrement amélioré le taux d'emploi mais le chômage est resté élevé (10,7 %) et on estime que, au cours de l'année, environ 600 000 personnes ont porté le nombre des chômeurs urbains à 18 millions. Vu ce faible profil de croissance et l'atonie du marché du travail, on ne peut s'étonner de ce que la pauvreté et l'indigence aient encore augmenté dans la région en 2003. L'existence de 227 millions de personnes (44 % de la population) vivant en deçà du seuil de la pauvreté donne une idée de l'ampleur et de la complexité du problème.

7. Les meilleurs résultats de la région ont été liés à la situation de l'économie internationale. La reprise aux États-Unis, où on prévoit un taux de croissance annuel de 3,1%, a permis à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes d'y exporter davantage. Le Japon a, lui aussi, été un facteur de demande internationale car, à 2,7%, sa croissance en 2003 a été bien supérieure au chiffre de 2002 (-0,4%) et aux années de marasme qui l'ont précédée. Animées par la Chine en expansion rapide (9,1%), les économies d'Asie ont fortifié les achats et les prix de divers produits de base qu'exportent l'Amérique latine et les Caraïbes comme le cuivre, l'étain, le fer et le soja. La relance et la normalisation des flux commerciaux intrarégionaux ont aussi stimulé l'activité économique.

8. L'effet cumulé de ces facteurs a été l'augmentation de 15,4% des prix des produits de base exportés par l'Amérique latine et les Caraïbes, chiffre qui, à 7,2 %, sans le pétrole (dont le prix a grimpé de 21 %) reste positif. Mais si on retient l'indice des prix des exportations totales (dont les biens manufacturés), l'augmentation n'est que de 2,8 %. Néanmoins, la hausse de ces prix, même compensée en partie par celle (1,5 %) des prix des importations, a suffi à enrayer la détérioration des termes de l'échange constatée entre 1998 et 2002 (3,3 %), et cela même dans les pays non producteurs de pétrole, à l'exception de l'Amérique centrale. L'alliance des volumes accrus et des prix plus élevés a fait des exportations le facteur de demande le plus dynamique et de 2003 une année record pour l'excédent commercial de la région (41,8 milliards de dollars). La vigueur des exportations a été assez générale : les taux de croissance pour l'année ont été de l'ordre de 5,9 % pour l'Amérique centrale et les Caraïbes, de 7,8 % pour la Communauté andine et le Chili, de 18,9 % pour le MERCOSUR et de 8,3 % pour la moyenne régionale. Par contre, la croissance des exportations non pétrolières du Mexique a été minime (0,6 %).

9. Pour la première fois depuis 50 ans, le fort excédent commercial s'est traduit par un excédent au compte courant de la balance des paiements (5,6 milliards de dollars). Mais le niveau négatif de l'épargne extérieure incite à interpréter prudemment le processus de croissance. En effet, dans les économies émergentes, il importe que l'épargne extérieure accompagne une épargne nationale suffisante pour soutenir la formation de capital. Or, en 2003, la région a non seulement manqué du flux d'épargne complémentaire émanant du reste du monde aussi enregistré un déclin de l'épargne nationale en valeur absolue.

10. Outre les stimulants à la croissance transmis par le biais du commerce, les courants de capitaux, contrairement à 2002, ont aussi été positifs. Les mouvements autonomes de capitaux, bien que modestes – les apports nets n'étant que de 4,4 milliards de dollars – valent certes mieux que les 14,4 milliards de dollars de sorties constatées en 2002. Les courants financiers ont été négatifs mais l'investissement direct a plus que compensé les sorties. Pourtant, l'investissement étranger direct a décliné et son niveau pour 2003 (30,1 milliards de dollars) est de 23% inférieur à celui de 2002. Cela indique un moindre intérêt pour les avoirs locaux et donne à penser que le processus de privatisation a atteint son terme dans plusieurs pays.

11. Après une année de marchés défavorables pour la dette publique de l'Amérique latine en 2002, les pays de la région ont pu, en 2003, accéder à des crédits au coût moyen de 9,6 %, soit 300 points de base de moins que 12 mois avant. Au début de décembre 2003, les taux d'intérêt payés par la région étaient

semblables à ceux du premier semestre de 1997, avant la crise en Asie. Les primes de risque du Mexique et du Chili étaient au plus bas et celle du Brésil a baissé de 1 800 points de base entre le dernier trimestre de 2002 et décembre 2003. De plus, la région d'Amérique latine et des Caraïbes a reçu des crédits compensatoires de près de 18,8 milliards de dollars, dont le tiers a été fourni par le Fonds monétaire international (FMI) car 12 pays de la région exécutent des accords qu'ils ont conclus avec lui. Le solde des crédits correspond à l'arriéré du service de la dette. Au total, les pays ont accumulé des réserves de près de 29,4 milliards de dollars.

12. Malgré le haut niveau de financement, le transfert de ressources nettes est resté négatif (33,3 milliards de dollars), équivalant à 7,9 % des exportations. Ce fait reflète, entre autres éléments, les résultats de plus en plus négatifs enregistrés au compte des revenus, notamment quant aux versements de bénéfices, aux dividendes et au paiement d'intérêts sur la dette et sur les investissements étrangers accumulés au cours des années. Autre trait structurel qui s'esquisse en Amérique latine et dans les Caraïbes : les versements effectués par des nationaux résidant à l'étranger. Il s'agit actuellement surtout de versements familiaux qui, en 2003, se sont élevés à 33,5 milliards de dollars et qui en viennent à jouer un rôle primordial dans divers pays de la région, notamment au Mexique et dans diverses économies d'Amérique centrale.

13. La situation internationale décrite ci-dessus a offert un cadre plus favorable qu'en 2002 à l'élaboration d'une politique économique nationale. Mais les instruments fiscaux et monétaires n'ont toujours pas réussi à susciter les effets anticycliques espérés. S'agissant des finances publiques, le fort endettement des pays (dans plusieurs cas supérieur à 50 % du PIB) a été une lourde contrainte qui a obligé la politique fiscale à évoluer dans la même direction que le cycle des affaires. L'effort pour renforcer la solvabilité fiscale à long terme a dominé l'élaboration de la politique des revenus et des dépenses, et la politique fiscale de la région a donc été orientée, malgré la faiblesse des taux de croissance économique, vers l'accroissement de l'excédent primaire de l'État. La balance primaire de la région s'est améliorée de près d'un point, passant d'un déficit de 0,3 % du PIB à un excédent de 0,6 %. Vu cette situation, les pays ont pris des mesures pour ajuster les dépenses et d'autres plus rigoureuses. Plus précisément, plusieurs gouvernements ont amorcé des réformes de la sécurité sociale (notamment dans le secteur public), des efforts nouveaux de décentralisation, l'adoption de règles fiscales en fonction de considérations macroéconomiques, et des réformes fiscales. Comme la CEPALC l'a indiqué maintes fois, la gestion macroéconomique exige des outils efficaces pour modérer le cycle. Mais les pays ne retrouveront pas les moyens d'utiliser les instruments fiscaux avant de régler plusieurs questions structurelles qui influencent fortement la solvabilité. D'où l'importance de l'effort de réforme du secteur public entrepris par les pays.

14. Quant à la politique monétaire, les banques centrales des pays se sont attachées à maîtriser les pressions inflationnistes. À cet égard, plusieurs pays ont fixé des objectifs qu'ils s'efforcent d'atteindre par les taux d'intérêt. Dans d'autres pays, les autorités ont choisi à cette fin les agrégats monétaires comme repères. Mais, quel que soit l'instrument choisi, le but suprême a été de réduire les taux d'inflation, qui avaient dépassé 10 % en 2002. On l'a vu notamment dans des pays comme le Brésil, la Colombie et le Mexique dont les indices d'inflation dès les premiers mois de l'année compromettaient les chances d'atteindre leurs buts stratégiques. Cela étant, les autorités ont d'abord augmenté les taux d'intérêt et

limité la liquidité. Une fois l'inflation calmée, elles se sont acheminées vers la réduction des taux d'intérêt et adopté une attitude plus active pour inverser le cycle économique. Cette plus grande latitude de gestion monétaire a été permise notamment par les meilleures rentrées fiscales. L'Argentine, le Brésil et le Mexique ont fini l'année avec des taux de prêt réels bien plus bas que ceux imposés aux prêts au début de 2003.

15. La plupart des pays ont maintenu leur recours à des régimes de taux de change plus souples et éliminé peu à peu les entraves aux opérations de change. En fait, en 2003, les pays n'ont presque pas changé les régimes de taux de change, sauf le Venezuela qui, en février, a adopté un taux fixe et des contrôles stricts sur les opérations de change. Mais, malgré la préférence générale pour des taux change souples, la valeur des monnaies est étroitement surveillée par les autorités vu son influence sur les flux réels et financiers. De plus, les divers pays de la région ont maintenu un fort degré de dollarisation dans leurs économies ou ont simplement donné cours légal au dollar.

16. Le taux de change effectif réel est une variable fondamentale pour la compétitivité commerciale. En décembre 2003, l'indice des taux de change moyen pour la région a montré une légère dépréciation (1,9 %) par rapport à la fin de 2002. Mais, ces derniers mois, les mouvements des monnaies ont été très inégaux. Celles de divers pays d'Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Chili) se sont non seulement appréciées fortement par rapport au dollar mais aussi, légèrement (0,7 %), par rapport à celles de leurs partenaires commerciaux. Par contre, les monnaies des pays d'Amérique centrale et du Mexique se sont dépréciées de 2,3 % par rapport au dollar et de 6 % par rapport aux autres monnaies. Dans une perspective d'ensemble à long terme, le point important à noter est que les taux de change qui importent au commerce de la région étaient, en décembre 2003, de 18,1 % supérieurs à la moyenne de 1997-2001. Le maintien de taux de change convenables est un élément essentiel pour élargir la base des exportations tout en introduisant des activités de production à valeur ajoutée plus élevée et technologiquement plus complexes.

17. La conception et l'application de divers instruments fiscaux et monétaires ont aidé notamment à réduire l'inflation. En 2003, les prix ont augmenté de 8,5 %, soit quatre points de moins qu'en 2002. L'inflation régionale est donc retombée à moins de 10 %, comme entre 1998 et 2001. Ce retour à des taux d'inflation bas prend plus d'importance au vu des difficultés traversées en 2001-2002, dont notamment la forte hausse des taux de change nominaux. De ce fait, les prix relatifs ont été modifiés mais sans alimenter l'inflation, contraste complet avec les problèmes passés de la région à cet égard. La gestion de la politique économique et l'absence de pressions par les coûts ont aussi contribué à ces résultats.

18. Vu le contexte extérieur et les tendances économiques intérieures, la région devrait continuer en 2004 l'expansion amorcée en 2003. On pense que l'augmentation de l'activité économique portera le taux moyen de croissance régionale à 4 %, chiffre bien supérieur à la moyenne des cinq dernières années. Les estimations de croissance pour le quatrième trimestre 2003 indiquent que l'accélération de l'activité économique sera de 3 % supérieure au taux du même trimestre en 2002. En 2004, la croissance bénéficiera donc des meilleurs résultats obtenus par la région au deuxième semestre de 2003. L'analyse des divers facteurs externes et internes indique que ces tendances économiques favorables persisteront en 2004. Tout d'abord, les facteurs positifs qui ont engendré la reprise en 2003,

notamment dans le secteur de l'exportation, continueront à s'appliquer. La relance de l'économie mondiale devrait continuer, en s'accompagnant, pour les produits de base, d'une augmentation des prix et de la demande internationale. D'après les données les plus récentes, la reprise aux États-Unis devrait continuer en 2004 grâce à des stimulants fiscaux et monétaires sans précédent. Mais la situation n'est pas sans risque car alliés à la relance en cours, les graves déséquilibres extérieurs et fiscaux qui affectent l'économie de ce pays pourraient affaiblir encore le dollar, auquel cas les taux d'intérêt augmenteraient. Or, la plupart des analystes estiment que ces ajustements sont nécessaires et devraient avoir lieu à la fin de 2004 ou en 2005.

19. Il y a aussi des facteurs internes qui contribuent à ces perspectives favorables pour 2004. Bien que chaque pays ait ses traits propres et que les facteurs évoqués ici aient des effets variables dans chaque cas, on peut faire valoir des considérations qui s'appliquent à toute la région. D'abord, les taux d'intérêt nationaux devraient rester bas en 2004, surtout si les prix intérieurs continuent à baisser. Ensuite, les taux de change des pays d'Amérique latine et des Caraïbes resteront élevés malgré les cas d'appréciation monétaire observés dans les derniers mois de 2003. En troisième lieu, si l'activité économique continue sa reprise, la politique fiscale se détendrait et pourrait même favoriser l'expansion dans certains pays. Enfin, il faut souligner que les résultats de la région seront influencés par les élections qui doivent avoir lieu dans plusieurs de ses pays en 2004.

## Annexe

## Amérique latine et Caraïbes : produit intérieur brut total

(Taux de croissance annuelle)

Pays	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Argentine	5,9	5,8	(2,9)	5,5	8,0	3,8	(3,4)	(0,8)	(4,4)	–	8,6
Bolivie	4,3	4,8	4,7	4,5	4,9	5,0	0,3	2,3	1,6	2,7	2,6
Brésil	4,5	6,2	4,2	2,5	3,1	0,2	0,9	3,9	1,3	1,5	(0,2)
Chili	11,1	5,0	9,0	6,9	6,7	3,3	(0,5)	4,5	3,5	2,0	3,3
Colombie	4,2	6,0	4,9	1,9	3,3	0,8	(3,8)	2,4	1,4	1,7	3,7
Costa Rica	7,1	4,6	3,9	0,8	5,4	8,3	8,0	1,8	1,2	2,8	5,5
Cuba	–	0,5	2,7	9,1	2,7	0,0	5,7	6,3	2,9	1,1	5,6
El Salvador	6,4	6,0	6,2	1,8	4,2	3,8	3,4	2,0	1,7	2,1	2,0
Équateur	1,8	3,7	2,1	3,0	5,2	2,2	(5,7)	0,9	5,5	3,8	3,0
Guatemala	4,0	4,1	5,0	3,0	4,4	5,1	3,9	3,4	2,6	2,2	0,6
Haiti	(8,0)	–	9,5	5,6	3,2	2,9	2,9	2,0	(0,6)	(0,2)	0,6
Honduras	7,1	(1,9)	3,7	3,7	4,9	3,3	(1,5)	5,6	2,7	2,6	3,5
Mexique	1,8	4,4	(6,1)	5,4	6,8	5,1	3,6	6,7	(0,3)	0,7	1,3
Nicaragua	(0,4)	3,4	6,0	6,6	4,0	3,1	6,9	4,4	3,1	0,7	2,3
Panama	5,3	3,1	1,9	2,7	4,7	4,6	3,5	2,6	0,4	0,8	4,0
Paraguay	4,0	3,0	4,5	1,1	2,4	(0,6)	(0,1)	(0,6)	2,4	(2,5)	2,1
Pérou	4,8	12,7	8,6	2,5	6,9	(0,6)	0,9	2,7	0,2	4,9	4,0
République dominicaine	3,0	4,7	4,3	7,2	8,2	7,4	8,0	7,3	3,0	4,3	(0,4)
Uruguay	3,6	7,1	(2,4)	5,2	5,4	4,4	(3,5)	(1,9)	(3,6)	–	2,3
Venezuela	0,1	(3,0)	4,8	0,0	6,9	0,6	(5,5)	3,8	3,5	(9,0)	(9,2)
<b>Total partiel</b>	<b>3,5</b>	<b>5,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,1</b>	<b>2,2</b>	<b>0,4</b>	<b>3,7</b>	<b>0,3</b>	<b>(0,6)</b>	<b>1,7</b>
Antigua-et-Barbuda	5,0	6,2	(4,8)	6,0	5,5	5,0	4,9	2,6	1,6	1,7	3,0
Barbade	1,1	4,4	1,9	2,5	2,6	4,0	3,0	3,1	(2,2)	(0,4)	2,5
Belize	4,3	1,5	3,7	1,3	4,4	2,0	6,0	10,5	4,7	3,7	4,0
Dominique <sup>a</sup>	1,9	1,9	1,2	2,9	2,2	3,1	1,3	1,3	(3,3)	(5,8)	0,4
Grenade <sup>a</sup>	(1,1)	3,4	3,1	3,0	4,3	7,6	7,5	7,3	(3,8)	(1,1)	1,0
Guyane	11,4	9,4	3,8	7,4	6,8	(2,2)	5,0	(2,3)	2,3	1,5	1,0
Jamaïque	1,7	2,2	(0,2)	(1,9)	(0,9)	0,7	1,0	1,7	0,9	0,9	1,0
Saint-Kitts et Nevis <sup>a</sup>	5,2	5,5	3,2	5,8	7,2	1,1	3,5	5,6	2,0	0,9	1,9
Sainte-Lucie <sup>a</sup>	1,6	1,6	2,1	0,8	(0,3)	3,0	2,9	0,2	(4,1)	0,2	2,0
Saint-Vincent-et les Grenadines	2,0	(2,3)	7,8	1,2	3,5	5,8	3,6	1,8	0,0	1,3	1,0
Suriname <sup>a</sup>	(4,1)	(0,1)	0,0	5,3	3,3	2,9	(3,5)	(1,2)	1,3	1,2	3,5
Trinité-et-Tobago	(1,2)	4,2	4,2	4,4	4,0	5,3	7,8	9,2	4,3	3,0	5,5
<b>Total partiel, Caraïbes<sup>a, b</sup></b>	<b>0,9</b>	<b>3,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>3,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>3,3</b>
<b>Amérique latine<sup>b</sup></b>	<b>3,4</b>	<b>5,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,8</b>	<b>5,1</b>	<b>2,3</b>	<b>0,5</b>	<b>3,7</b>	<b>0,4</b>	<b>(0,6)</b>	<b>1,7</b>

Source : CEPALC, sur la base des chiffres officiels convertis en dollars, en prix constants de 1995.

<sup>a</sup> La dernière colonne porte sur la période de 1990 à 1999.<sup>b</sup> Ne porte que sur les pays qui ont donné des renseignements.